

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?719-derriere-la-mondialisation>



# Derrière la mondialisation heureuse

- Documents extérieurs - Crises économique, sociale, politique -



Date de mise en ligne : jeudi 20 février 2014

---

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

---

### Chapitre du livre de C. Guilluy, *Fractures Françaises*, 2010, Flammarion, p.91-105

La géographie sociale ne repose pas sur un paysage figé, elle se transforme au gré des mutations économiques et des évolutions sociodémographiques. La révolution industrielle et le développement de la classe ouvrière ont ainsi façonné le paysage social des XIXe et XXe siècles avec notamment les oppositions entre territoires industriels et ruraux, communes ouvrières et communes bourgeoises. La période des trente glorieuses, celle de la « moyennisation » de la société française, voit émerger une nouvelle géographie sociale, celle de la France pavillonnaire liée à l'émergence d'une classe moyenne majoritaire.

La période contemporaine accouche d'une géographie sociale singulière, liée d'une part à l'adaptation de la société française à l'économie mondialisée mais aussi à l'émergence d'une nouvelle structuration sociale. Sur les ruines de la classe moyenne majoritaire, on assiste en effet à une recomposition des catégories populaires et à leur redéploiement sur le territoire.

Cette recomposition sociale et économique est portée par la « métropolisation », c'est-à-dire la concentration dans les grandes villes des activités qui portent désormais l'économie française ; un modèle de développement économique qui n'intègre pas les classes populaires. Pour la première fois dans l'histoire, les classes populaires ne sont plus au cœur de la production des richesses. Si le marché de l'emploi métropolitain crée les conditions de la présence des cadres et, à la marge, des immigrés, il crée à l'inverse les conditions de l'éviction des plus modestes. Le résultat est imparable.

Ouvriers, employés, petits paysans, petits indépendants, retraités et jeunes de ces catégories vivent désormais à l'écart des « territoires qui comptent ». C'est une première. Hier les ouvriers vivaient sur les lieux de production de la richesse. Cette intégration économique favorisait l'intégration sociale et culturelle de ces catégories. Ce n'est plus le cas aujourd'hui où ces catégories se répartissent dans une « France des fragilités sociales », à la périphérie des territoires les plus dynamiques, ceux des métropoles. Cette géographie sociale permet de souligner la place exacte conférée aux couches populaires à l'heure de la mondialisation : celle de « la périphérie ».

Deux siècles après l'exode rural des XIXe et XXe siècles, qui avait marqué le démarrage du capitalisme, on assiste au départ des couches populaires des lieux du pouvoir économique et politique. Cet exode urbain participe à la disparition culturelle de catégories populaires qui hier, à travers la classe ouvrière, occupaient une place politique majeure. Comment analyser l'exode « urbain » qui touche aujourd'hui cette partie de la population ? Contrairement aux usines, et sauf exception [1] il n'est pas envisageable de délocaliser les couches populaires à l'étranger. Les espaces situés à l'écart des métropoles rassemblent l'essentiel de ceux qui subissent le plus les effets de la mondialisation. Paradoxalement, cette nouvelle géographie sociale, qui s'impose dans l'ensemble des pays développés, reste pour partie invisible. Elle révèle pourtant les contours d'une nouvelle sociologie, où les catégories sociales se définissent tout autant par leur statut sociospatial que par leur degré d'intégration à l'économie-monde. Elle contribue à une recomposition du paysage politique entre ceux qui plébiscitent la mondialisation libérale et ceux qui la subissent.

Vitrines de la mondialisation heureuse, les métropoles, elles, bénéficient d'un accroissement de leur PIB et d'une augmentation du niveau de vie de ses habitants. Par leur poids économique et foncier, ces « territoires de la mondialisation » influencent et organisent la recomposition sociale de l'ensemble du pays. Ce développement métropolitain, qui repose sur une intégration à l'économie-monde, participe aussi à l'émergence d'une nouvelle sociologie urbaine et mondialisée. Les métropoles proposent leurs « modèles économiques » mais aussi leurs «

modèles sociologiques », voués à remplacer la « vieille économie » et des rapports de classes considérés comme obsolètes.

Longtemps ignorée, la gentrification, c'est-à-dire l'embourgeoisement des anciens quartiers populaires, touche aujourd'hui l'ensemble des grandes villes. Ce processus est la conséquence de la recomposition économique des villes entamée dans les années 1970. L'étalement urbain s'est ainsi accompagné d'une tertiarisation des emplois et d'une désindustrialisation. À ce titre, et si on évoque beaucoup la délocalisation des industries à l'étranger, il faut rappeler que le mouvement s'est longtemps résumé à un déplacement de la ville vers les espaces périurbains et ruraux. À partir des années 1970, les industries se sont installées sur les territoires où le foncier était attractif et accessible. C'est à cette époque que le réseau routier s'est densifié et que la route est devenue le principal mode de transport. Ce déplacement industriel s'est accompagné d'une substitution des grandes unités de production par des sites plus petits. Dans les villes, l'emploi industriel s'est peu à peu réduit aux emplois de cadres et de professions intermédiaires travaillant dans les sièges sociaux des entreprises.

La désindustrialisation et la tertiarisation des emplois des grandes villes engendrent alors le processus de « métropolisation ». Cette mutation économique se caractérise par une spécialisation du marché de l'emploi vers les activités les plus qualifiées des secteurs publics (administration, santé, formation, culture) et privés (recherche, information, télécommunications et informatique). Pour l'essentiel, les entreprises et secteurs concernés ont des activités internationalisées. L'intégration économique et culturelle des grandes villes au processus de la mondialisation est un aspect essentiel de la métropolisation. En attirant un nombre croissant de catégories supérieures et intellectuelles, les métropoles se gentrifient rapidement. Cet embourgeoisement touche l'ensemble des quartiers, y compris les quartiers populaires, et gagne désormais les proches banlieues qui, du fait de la raréfaction de l'offre de logements abordables, deviennent attractives. Par cercles concentriques, la métropolisation provoque une recomposition sociale des territoires allant de la ville-centre aux espaces périurbains et ruraux.

Il faut noter que ces dynamiques se déploient « à catégories populaires constantes ». En effet, si la part des catégories populaires, ouvriers et employés, s'est effondrée dans les villes, elle a peu évolué depuis les années 1960 sur l'ensemble du territoire français. La baisse de la part des ouvriers a été compensée par l'augmentation de celle des employés [2]. La recomposition sociale des territoires n'est donc pas la conséquence de la disparition des catégories populaires, mais reflète le « tri social » provoqué par l'augmentation du coût du logement et la spécialisation du marché de l'emploi. Le reflux des catégories les plus modestes, qui s'est d'abord concentré sur les espaces périurbains, touche désormais le rural éloigné qui accueille des populations de plus en plus précaires et vulnérables. Aujourd'hui, les couches populaires sont contraintes d'habiter non pas « de l'autre côté du périph » mais « de l'autre côté des banlieues ». Ce mouvement traduit une rupture fondamentale par rapport à la dynamique sociale et urbaine des deux derniers siècles. La ville industrielle, qui attirait et intégrait toutes les catégories populaires, laisse la place à un modèle métropolitain qui les rejette violemment.

Contrairement aux images positives associées au développement métropolitain, la transformation sociale des grandes villes n'a en réalité rien d'un processus « soft ». Conformément aux logiques de marché, il consiste à organiser l'appropriation radicale par les catégories supérieures de territoires et d'un parc de logements destinés hier aux plus modestes. L'image sympathique du « bobo-explorateur » arrivant en terre « prolo-immigrée » dissimule la réalité d'une violente conquête patrimoniale. L'euphémisation de ce processus est emblématique d'une époque « libérale libertaire » où le prédateur prend le plus souvent le visage de la tolérance et de l'empathie.

### **L'appropriation du parc de logements des ouvriers par des catégories supérieures**

La transformation des anciens quartiers populaires en quartiers bourgeois et l'appropriation d'un parc de logements historiquement destinés aux couches populaires par des catégories supérieures ne suscitent aucun émoi particulier. Alors que les discours incantatoires sur le manque de logements sociaux n'ont jamais été aussi présents, rares sont

les politiques qui s'émeuvent aujourd'hui de la conquête par une petite bourgeoisie du parc privé « social de fait » des grandes villes.

Ce silence est d'autant plus étourdissant que c'est ce parc privé, et non le parc social, qui, jusqu'aujourd'hui, a toujours répondu majoritairement aux besoins des couches populaires, et l'ampleur de cette perte ne sera que très partiellement compensée par la construction sociale.

Le changement de destination d'un parc de logements occupés depuis deux siècles par des catégories modestes est d'autant moins dénoncé qu'il bénéficie aux catégories supérieures et aux prescripteurs d'opinions. On arrive ainsi à une situation ubuesque où ces catégories moyennes et supérieures, celles qui participent le plus à l'éviction des catégories populaires et à l'appropriation de leurs logements, sont aussi celles qui plébiscitent le plus la mixité dans la ville et qui soulignent la nécessité de construire des logements sociaux.

En réalité, et au-delà des discours grandiloquents, ce sont des logiques foncières et patrimoniales qui déterminent les dynamiques à l'oeuvre. Ainsi, si les espaces publics dans les grandes villes ont donné lieu à un partage savant qui permet de maintenir le décorum ouvriériste ou ethnique, les commerces ethniques et les hard-discounters côtoient désormais les bistrots bobos et les supérettes bio. En revanche, la répartition du patrimoine immobilier ne fait l'objet d'aucune « négociation » de la part des couches supérieures. On accepte à la rigueur le maintien d'un parc social marginal (surtout s'il est destiné aux petites classes moyennes), mais pas le maintien dans le parc privé des catégories populaires. Dans ces quartiers, les bobos sont en train de se constituer un patrimoine d'une très grande valeur en acquérant de grandes surfaces industrielles, artisanales ou en réunissant de petits appartements. Les services des impôts ont ainsi enregistré une explosion des ménages payant l'ISF [\[3\]](#) dans tous les quartiers populaires des grandes villes et notamment à Paris.

Pour se maintenir dans les grandes métropoles, les catégories modestes n'ont qu'une solution : intégrer le parc de logements sociaux. Hier, très majoritairement locataires dans le parc privé ou propriétaires, les catégories populaires sont dorénavant de plus en plus locataires dans le parc social. De la même manière, alors que la part des propriétaires occupants n'a cessé d'augmenter dans les grandes zones urbaines, celle des propriétaires occupants modestes baisse. Ce basculement du statut d'occupation est un indicateur culturel de la place qu'on accorde aux catégories populaires dans les grandes agglomérations.

L'embourgeoisement des grandes villes entraîne ainsi une socialisation du statut d'occupation des couches populaires. Cette dépendance croissante vis-à-vis de l'État est une caractéristique des couches populaires résidant dans les grandes métropoles embourgeoisées. Elle est d'autant plus grande que, par ailleurs, la part des revenus sociaux a fortement augmenté pour ces populations qui éprouvent de grandes difficultés à s'intégrer à un marché de l'emploi très qualifié. L'évolution de leur statut souligne la marginalisation et la précarisation dont elles font désormais l'objet dans les grandes villes. La différence avec les catégories ouvrières de la ville industrielle est considérable. Intégrées économiquement et politiquement, les catégories populaires étaient hier moins dépendantes de l'État.

Le processus d'embourgeoisement des métropoles risque de s'accroître par le double effet d'une spécialisation du marché de l'emploi mais aussi de l'influence croissante d'un pouvoir « vert », qui tend à améliorer la qualité de vie dans les grandes villes en les rendant de plus en plus attractives. L'intérêt des catégories supérieures pour l'achat d'appartements en ville [\[4\]](#), au détriment des zones périurbaines ou rurales, n'a jamais été aussi élevé.

### **L'émergence de la ville mondialisée**

Le mouvement de recomposition sociale des métropoles ne se résume pourtant pas à un simple processus d'embourgeoisement. Il s'accompagne aussi d'un renouvellement des couches populaires grâce à l'arrivée de

populations issues de l'immigration. La sociologie traditionnelle héritée de l'ère industrielle s'efface peu à peu pour laisser la place à une sociologie issue du développement métropolitain et de la mondialisation. Ce double mouvement de gentrification et d'immigration participe à un processus de substitution de population complexe, où les couches Populaires traditionnelles, ouvriers et employés, sont remplacées par des couches moyennes et supérieures et par des couches populaires immigrées. Il apparaît ainsi que la spécialisation du marché du travail des grandes villes vers des emplois très qualifiés, qui a contribué à l'éviction des catégories populaires traditionnelles, ne représente pas un frein à l'arrivée des couches populaires immigrées. Le passage d'une immigration de travail à une immigration familiale a orienté les nouveaux flux migratoires vers les territoires qui concentraient déjà des populations immigrées. L'importance du parc de logements sociaux et de logements privés dégradés a rendu possible l'accueil et le maintien de ces nouvelles couches populaires dans des métropoles où le prix des loyers et des logements avait explosé.

L'arrivée de ces nouvelles couches populaires, souvent peu ou pas qualifiées, sur un marché de l'emploi très qualifié explique l'importance des difficultés sociales de certains de ces quartiers. La déconnexion au marché de l'emploi métropolitain masque une autre réalité, celle de l'exploitation de ces populations précaires. La main-d'oeuvre immigrée, parfois illégale, et mal rémunérée répond fort bien aux besoins de certains secteurs économiques.

Si l'immigration présente un intérêt certain pour le patronat (dumping social, pression à la baisse des salaires, affaissement de la protection sociale), en revanche, on ne souligne pas assez un autre aspect de cette nouvelle exploitation, qui permet d'offrir un train de vie « bourgeois » aux nouvelles couches supérieures sans en payer véritablement le prix. La nounou et la femme de ménage immigrées, et parfois sans papiers, ne ponctionnent que marginalement le budget des cadres. De la même manière, c'est bien grâce à l'exploitation en cuisine des immigrés que le bobo peut continuer à fréquenter assidûment les restaurants pour une note assez modique. Produit de la mondialisation libérale, la ville prospère non seulement sur un marché de l'emploi très qualifié et bien rémunéré, mais aussi sur un marché de l'emploi précaire caractérisé par une forte pression sur les coûts salariaux. Perceptible dans toutes les métropoles, le remplacement des couches populaires traditionnelles, protégées et structurées politiquement, par des couches populaires immigrées sans poids politique s'inscrit dans une logique économique qui favorise une recomposition sociale basée sur les extrêmes de l'éventail social : couches supérieures et intellectuelles d'un côté, catégories populaires immigrées de l'autre.

Le problème est que la majorité des prescripteurs d'opinions et des responsables politiques, qui le plus souvent vivent dans ces grandes villes, confondent cette « sociologie métropolitaine » avec la sociologie française dans son ensemble. Cela explique la facilité avec laquelle la représentation d'une société divisée entre des couches supérieures (le plus souvent « blanches ») et des couches populaires précarisées issues des minorités s'est imposée de gauche à droite.

### **Une nouvelle sociologie de la jeunesse**

La nouvelle sociologie des villes a également donné naissance à une nouvelle jeunesse, une jeunesse particulièrement inégalitaire. Les quartiers où la transformation sociale a été portée par un double mouvement d'embourgeoisement et d'immigration ont ainsi vu apparaître une jeunesse issue de l'immigration et une jeunesse issue de la gentrification.

Cette sociologie inégalitaire de la jeunesse est à l'origine de l'accentuation des écarts socioculturels constatés dans certains collèges des grandes villes. Dans tous les quartiers populaires qui s'embourgeoisent, on assiste à une augmentation concomitante du nombre d'enfants de cadres et d'enfants issus de l'immigration, notamment dans les XVIIIe, XIXe et XXe arrondissements parisiens. Cette situation inédite revêt par ailleurs une dimension « ethnoculturelle ». Une partie de la jeunesse « petite-bourgeoise », le plus souvent blanche, « côtoie » ainsi une jeunesse populaire issue des « minorités visibles ». Ce « contact », ou plutôt cette coexistence, entre les extrêmes

de l'éventail social et culturel est souvent source de tensions et parfois de violences. Certaines manifestations ou rassemblements de jeunes et d'étudiants, comme les manifestations lycéennes de février et mars 2005, ont ainsi dégénéré en violences « anti-Blancs [5] ». La cohabitation entre une jeunesse issue de l'immigration et une jeunesse issue de la gentrification, distinction dont on parle peu, est pourtant devenue un enjeu considérable dans des villes de plus en plus inégalitaires.

### Une société sur le chemin d'un modèle communautaire

Le modèle métropolitain est plébiscité par les élites et plus largement par les catégories qui bénéficient le plus de la mondialisation. Modèle économique, il dessine aussi les contours d'un nouveau modèle d'organisation sociale. Dans ce système, les inégalités sociales laissent la place aux inégalités ethnoculturelles au plus grand bénéfice des classes dominantes. Mieux encore, il apparaît que des populations a priori en conflits d'intérêts, couches supérieures et couches populaires immigrées, adhèrent dans une même euphorie au processus d'intégration à l'économie-monde et aux valeurs d'une société multiculturelle « déterritorialisée ». Comment expliquer ce paradoxe ?

Jamais la « bourgeoisie » ou la « petite bourgeoisie » n'a vécu dans des espaces aussi inégalitaires. Cette accentuation des inégalités au cœur des lieux de pouvoir n'a pourtant débouché sur aucun conflit social majeur. Si les violences urbaines et les émeutes sont récurrentes, elles ne traduisent nullement une contestation radicale du système et restent donc inoffensives. L'économie de marché et l'idéologie libérale ne souffrent d'aucune remise en cause dans les quartiers dits sensibles. D'ailleurs, les émeutes n'ont jamais débouché sur la moindre conquête d'acquis sociaux mais sur des relances de la politique de la ville centrée sur la discrimination positive.

Laboratoire sociologique et idéologique, les grandes métropoles montrent leur capacité à gérer une société de plus en plus inégalitaire en substituant la question ethnoculturelle à la question sociale. Cette opération vise à désamorcer par avance tout conflit de classes, potentiellement très coûteux. Paradoxalement, dans ce système, les inégalités socioculturelles favorisent la cohabitation. Les différences de classes entre couches populaires immigrées et catégories supérieures disparaissent, tandis que les différences culturelles sont valorisées. La diversité culturelle des grandes métropoles participe ainsi à un efficace brouillage de classe qui permet aux couches supérieures urbaines de maintenir leur domination. On comprend dans ce contexte l'attachement de plus en plus marqué des classes dominantes des pays développés à une diversité qui rend acceptables les inégalités en faisant disparaître toute concurrence. La lutte des classes pour l'égalité sociale laisse ainsi la place à un combat pour la diversité et à une légitimation de l'inégalité [6]. Ne doutons pas d'ailleurs que les minorités visibles puissent obtenir rapidement une meilleure représentation, notamment politique, c'est le prix, relativement modique, de la continuité du système. On comprend donc que, dans les métropoles, l'immigration soit majoritairement perçue comme un processus positif. Elle empêche toute résurgence du conflit de classes, assure la pérennité d'un système de plus en plus inégalitaire socialement pour un coût relativement modeste en comparaison des bénéfices tirés de la mondialisation économique.

Déarrassé d'une « question sociale », aujourd'hui délocalisée dans les espaces périurbains et ruraux où se concentrent désormais la majorité des ouvriers et des employés, le champ politique des métropoles s'avère particulièrement apaisé. Les débats politiques se focalisent sur les sujets de société où les socialistes et les Verts excellent. Des majorités vertes et roses se sont ainsi constituées dans la plupart des grandes métropoles et confirment le choix d'une « gestion sociétale » de la ville inégalitaire.

Dans ce système, les rapports entre dominants et dominés ne se déployant désormais plus que sur un registre sociétal, les nouvelles couches populaires ne peuvent plus jouer que sur la victimisation et la mauvaise conscience des couches supérieures pour influencer le jeu politique. Les politiques publiques en direction des couches populaires (politique de la ville) ou plus largement les mesures de discrimination positive ne sont pas le fruit d'une négociation sociale mais d'abord celui d'un compromis sociétal sur une base ethnoculturelle.

On peut d'ailleurs se demander si aujourd'hui les métropoles ne sont pas le laboratoire d'un « communautarisme à la française ». Car si le renforcement des flux migratoires et les concentrations ethnoculturelles favorisent un communautarisme de fait, il convient de s'interroger sur une « gestion de plus en plus communautaire » des politiques municipales. Si cette dérive s'explique par la sociologie particulière des métropoles, elle est aussi favorisée par une nouvelle bourgeoisie dont les idéaux l'éloignent de l'égalitarisme républicain.

La mobilité est l'une des caractéristiques des habitants des métropoles. Dans la logique de la mondialisation libérale, les individus doivent être mobiles, nomades. La positivité des concepts de « villes en mouvement », de « mondialisation des échanges », de « mobilité » permet de légitimer la recomposition sociale, c'est-à-dire l'embourgeoisement des villes et la relégation des couches populaires. La « mobilité » et le « nomadisme [7] » ne décrivent plus seulement des déplacements dans l'espace, mais représentent des valeurs positives indépassables. Il apparaît ainsi que, pour les élites, le « world way of life » passe par une mobilité permanente des personnes. Dans ce contexte, l'immigration devient peu à peu la norme. Peu importe que le fait migratoire ne concerne en réalité qu'à peine 3 % de la population mondiale, la mobilité des personnes apparaît désormais comme un horizon indépassable. L'immigration sera ainsi perçue comme un progrès, jamais comme un arrachement.

Dans les métropoles, cette idéologie, qui confère au « bougisme [8] », est d'autant plus forte que la mobilité caractérise l'ensemble de l'éventail social, des couches supérieures aux couches populaires immigrées. La sociologie des métropoles est aussi une sociologie de la mobilité. Cette dernière constitue une part de l'identité des habitants des grandes villes et sous-tend un rapport particulier au territoire et à la Nation. Cette « déterritorialisation », qui se confond parfois avec une « dénationalisation », explique que les métropoles mondialisées soient les territoires qui plébiscitent le plus la gouvernance européenne en attendant la gouvernance mondiale.

### **Des centres prescripteurs face à des périphéries aphones...**

Des aspirations sociétales de la nouvelle bourgeoisie urbaine à la culture populaire issue des quartiers sensibles, il apparaît que l'hégémonie culturelle des métropoles s'exerce tout autant par le « haut » que par le « bas ». Si la « boboïsation » de la sphère médiatique et culturelle est souvent critiquée, on souligne peu l'importance de la culture issue des quartiers populaires métropolitains sur une grande partie de la jeunesse. Les métropoles sont ainsi devenues des centres prescripteurs pour l'ensemble des territoires. Cette domination culturelle et politique des centres fait ressortir encore davantage l'invisibilité culturelle et politique des périphéries périurbaines et rurales. Cette France invisible concentre l'essentiel des couches populaires perdues de vue par la classe dirigeante et dont le poids démographique ne cesse de se renforcer. Car le nouveau monde, celui des métropoles inégalitaires, n'a pas encore fait disparaître l'essentiel d'une France populaire et égalitaire.

---

[1] L'usine Continental de Clairoux avait proposé à 1 120 salariés un reclassement en Tunisie pour un salaire brut de 137 euros par mois.

[2] Louis Chauvel, « Le retour des classes sociales », *Revue de l'OFCE*, n° 79, octobre 2001

[3] En 2010, les personnes qui ont un patrimoine dépassant 790 000 euros doivent acquitter l'ISF.

[4] *Le Monde-Direct matin*, « Un désir prudent d'appartement », 9 septembre 2009

[5] Luc Bronner, « Le spectre des violences anti-« Blancs » », *Le Monde*, 16 mars 2005.

[6] Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*, Raisons d'agir, 2009

[7] Jacques Attali, *L'Homme nomade*, Fayard, 2003.

[8] Pierre-André Taguieff, *Résister au bougisme*, Mille et Une Nuits, 2001.